

Note d'information technique : Feuille de route pour les défenseurs des populations clés dans le cadre du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme



NOTE TECHNIQUE



Middle East & North African Global Fund Key Population Programs Meeting - Istanbul 2019

Le financement des programmes de lutte contre le VIH qui ciblent les besoins des hommes homosexuels et bisexuels et des autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, travailleurs / travailleuses du sexe, usagers/usagères de drogues et des personnes transgenres reste scandaleusement faible dans le monde : seuls 2 % du financement mondial des programmes de lutte contre le VIH ciblent les populations clés. Pourtant, selon l'ONUSIDA, les populations clés et leurs partenaires ont représenté 62 % des nouvelles infections au VIH chez les adultes en 2019.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (ci-après « le Fonds mondial ») a fait de l'accès aux populations clés une priorité stratégique majeure et a mis en place une série de politiques, procédures et possibilités de soutien technique à cette fin. Néanmoins, la complexité de ces mécanismes peut poser des problèmes aux populations clés qui cherchent à accéder à ces financements.

La présente note a pour but de :

1. fournir une vue d'ensemble du mécanisme du Fonds mondial, afin d'aider les populations clés à s'orienter vers l'obtention d'un financement pour leurs activités ;
2. fournir des liens vers des boîtes à outils, des notes d'orientation, des formations et d'autres documents qui expliquent plus en détail les différentes étapes de ce processus ;
3. partager des exemples d'études de cas de programmes réussis pour les populations clés qui sont soutenus par le Fonds mondial, dans l'espoir qu'ils inspirent la créativité, l'innovation et la persévérance pour faire avancer ces activités.

La présente note s'adresse :

1. aux défenseurs des populations clés, aux organisateurs, aux réseaux et aux membres des communautés qui s'efforcent de comprendre et de tirer le meilleur parti des ressources et des opportunités du Fonds mondial ;
2. aux alliés de soutien, aux organisations partenaires, aux membres d'ICN et à tous ceux qui conviennent que les communautés de populations clés peuvent et doivent être les leaders de la réponse de lutte contre le VIH pour leurs communautés.

PARTIE 1 : Fonctionnement du mécanisme du Fonds mondial et points d'entrée pour les défenseurs des populations clés

Le Fonds mondial est un mécanisme de financement multilatéral et participatif.

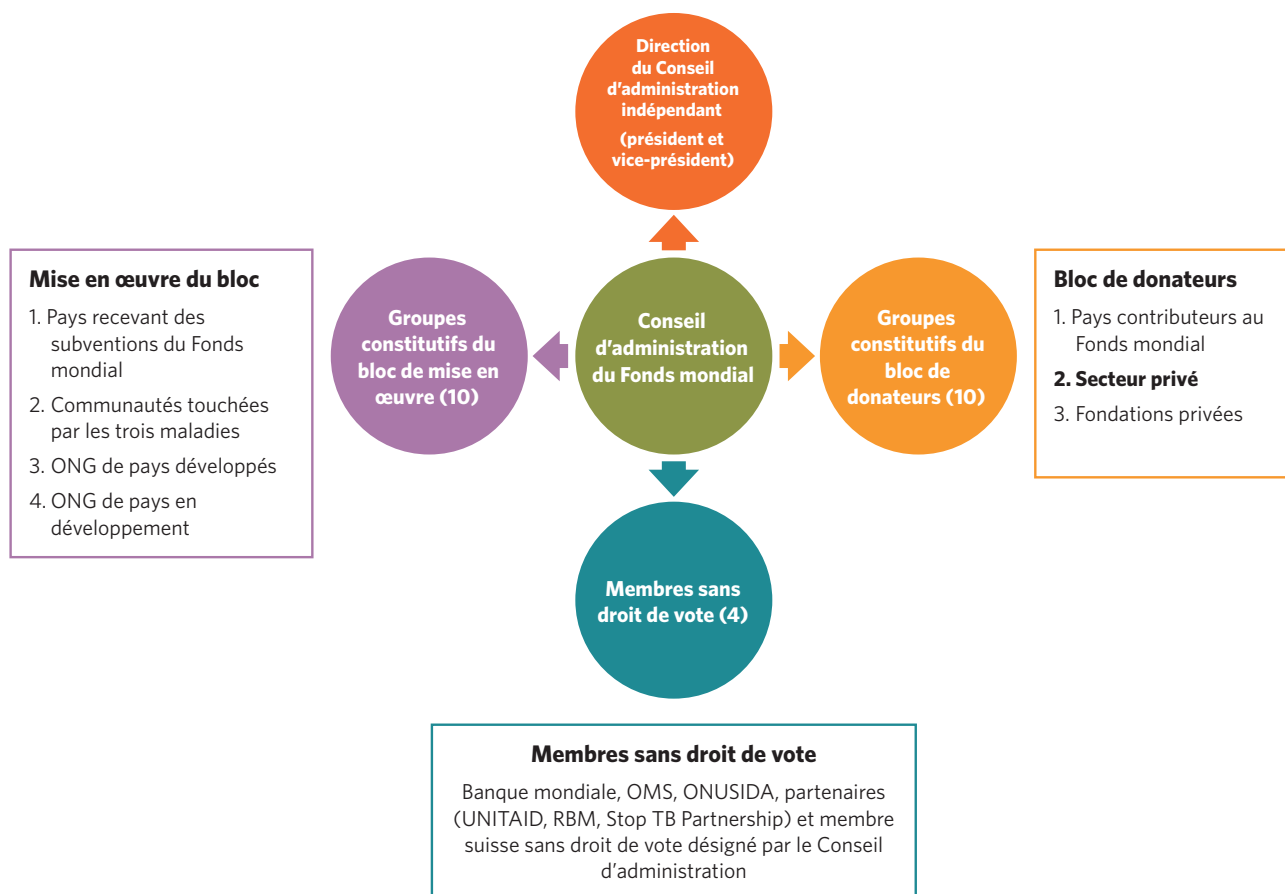
Le Fonds mondial a été créé en 2002, lorsque les dirigeants mondiaux se sont réunis pour prendre des mesures collectives contre trois maladies infectieuses : le sida, la tuberculose et le paludisme. En tant que mécanisme de financement multilatéral, le Fonds mondial collecte des fonds auprès de divers donateurs, y compris des pays riches, le secteur privé et des organisations caritatives, dont les promesses de don sont versées dans un fonds commun. L'utilisation de ces fonds est régie par un conseil d'administration composé de pays donateurs, de pays chargés de la mise en œuvre, d'experts en santé publique, du secteur privé, d'organisations caritatives, de la société civile et de personnes touchées par l'une des trois maladies. Ce conseil élabore collectivement une stratégie, vote les principales décisions politiques et assure la surveillance des activités. En juin 2020, le Fonds mondial avait déboursé plus de 45 milliards de dollars US dans 155 pays dans le monde.

Dès sa création, le Fonds mondial a été conçu pour être participatif. Plutôt que d'adopter une approche exclusivement verticale, dans laquelle un riche donateur dicte les conditions et les priorités du financement qu'il accorde, sans que le pays bénéficiaire n'ait vraiment son mot à dire, le Fonds mondial a voulu réimaginer cette relation et accorder aux pays et aux individus concernés la possibilité de contribuer à la définition des activités. Bien que le Fonds mondial ait connu des changements et des restructurations au cours de ses presque 20 ans d'existence, le principe participatif reste d'actualité. Les possibilités de participation directe sont particulièrement importantes pour les défenseurs des populations clés qui, durant des décennies, ont été confrontés à la stigmatisation et à la discrimination, non seulement dans les établissements de soins, mais aussi dans les salles de réunion et les arènes politiques qui décident de l'affectation des fonds destinés à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Il existe deux points d'entrée principaux pour les défenseurs des populations clés qui cherchent à influencer les priorités et les décisions de financement du Fonds mondial : (a) le Conseil d'administration et (b) les instances de coordination nationale (ICN).



Point d'entrée A : le Conseil d'administration du Fonds mondial

Le Conseil d'administration du Fonds mondial comporte 28 groupes constitutifs. Vingt d'entre eux ont un droit de vote sur les décisions du conseil d'administration, tandis que les huit autres sont des observateurs. Bien que chaque groupe constitutif ne dispose que d'une voix (ou d'un « siège » à la table), ce siège n'est pas réellement occupé par une seule personne. En effet, chaque délégation se compose d'une équipe, dans laquelle on retrouve le délégué principal, le délégué suppléant, une personne de contact pour la communication et plusieurs autres représentants et participants qui contribuent au travail de leur délégation (tel que l'élaboration de positions politiques, l'apport de recherches et d'analyses aux discussions, le partage de rapports de leur pays ou de leur groupe constitutif, etc.).



Les défenseurs des populations clés peuvent suivre et trouver des occasions de participer aux processus, aux délibérations et aux décisions du Conseil d'administration du Fonds mondial en consultant le groupe constitutif qui représente leurs problèmes. Dans la mesure où les réunions du Conseil d'administration et les processus associés ont tendance à suivre un rythme rapide, le meilleur moyen de suivre ces activités est souvent de consulter les flux des réseaux sociaux, qui sont mis à jour en temps réel (plutôt que les sites web, qui ont tendance à être mis à jour de manière plus sporadique).

Les pages Facebook des principales délégations de la société civile sont les suivantes :

- Communities Delegation – représente les personnes vivant avec le sida, la tuberculose et le paludisme
- Developing Country NGO Delegation – représente la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) des pays bénéficiaires
- Developed Country NGO Delegation – représente la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) des pays donateurs

L'une des façons les plus efficaces d'influer sur les activités du Conseil d'administration est de contribuer à l'élaboration de la stratégie du Fonds mondial, un processus de partenariat qui a lieu tous les cinq ans. Le processus actuel d'élaboration stratégique est en cours et offre une occasion majeure de protéger et de faire progresser la priorité accordée par le Fonds mondial aux populations clés et aux droits de l'homme. Abonnez-vous à la page Facebook de votre délégation au Conseil d'administration ci-dessus pour suivre le processus en temps réel et découvrir les moyens d'y contribuer. (En raison de la pandémie de COVID, la plupart des occasions de contribution sont virtuelles.)



Réunion sur les programmes des populations clés du Fonds mondial pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord - Istanbul 2019

Point d'entrée B : l'instance de coordination nationale

À l'échelle nationale, les défenseurs des populations clés peuvent influencer sur les priorités générales de leur pays en participant à l'instance de coordination nationale (ICN). Les ICN sont des comités nationaux qui rédigent et soumettent des demandes de financement au Fonds mondial et qui supervisent la mise en œuvre des subventions retenues au nom de leur pays. Ils se composent notamment de représentants de l'ensemble des pouvoirs publics, de partenaires de mise en œuvre, de personnes vivant avec l'une des trois maladies, d'experts techniques et de rédacteurs de subventions.

Officiellement, les ICN sont des espaces où les défenseurs peuvent faire pression pour l'inclusion de programmes destinés aux populations clés dans les demandes de financement auprès du Fonds mondial. (Notamment, le Fonds mondial exige la représentation de toutes les populations clés à l'ICN – voir la partie 3 ci-dessous pour en savoir plus sur les engagements du Fonds mondial envers les populations clés.) Toutefois, la réalité peut se révéler plus compliquée : il ne suffit pas de faire acte de présence.

En effet, pour pratiquer une défense efficace, vous devez comprendre :

1. le cycle de subventions du Fonds mondial (en particulier, quel est le moment opportun pour participer selon le cycle de subventions de votre pays d'origine ?) ;
2. comment faire entendre votre voix à l'ICN (comment les populations clés peuvent-elles faire valoir leurs priorités le plus efficacement possible ?) ;
3. les exigences spécifiques liées au programme du Fonds mondial pour les candidatures de populations clés (partie 3, ci-dessous).

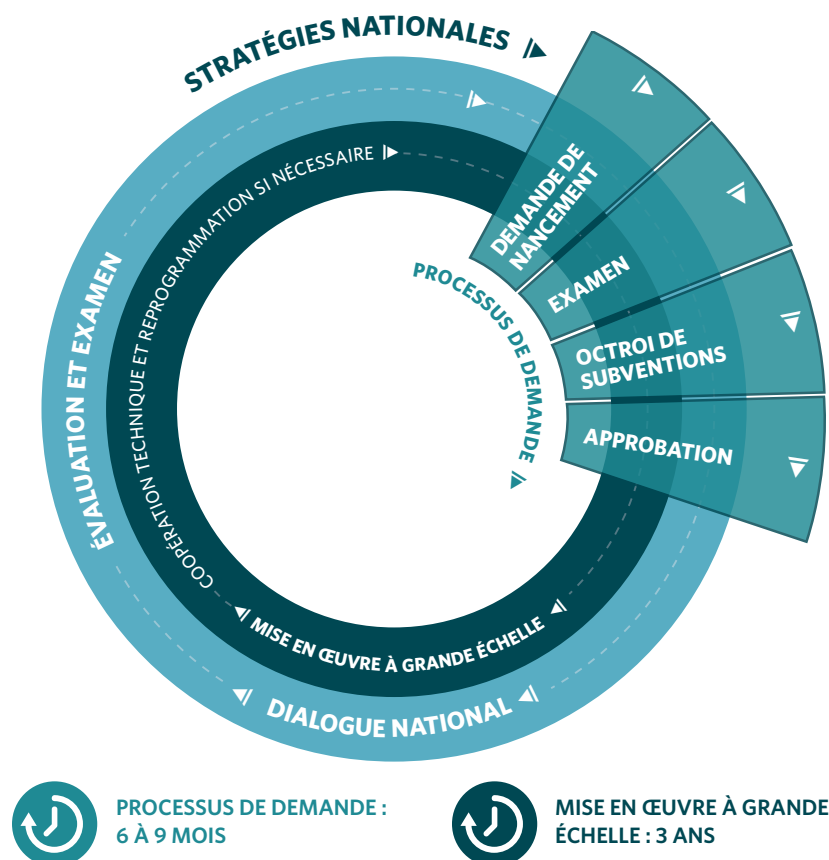
S'engager dans ce processus constitue un défi, notamment en raison de la stigmatisation profondément ancrée et systémique des travailleurs / travailleuses du sexe, usagers/usagères de drogues, des personnes transgenres, des hommes homosexuels et d'autres hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes. Heureusement, il existe de nombreuses ressources qui peuvent vous aider à comprendre le fonctionnement de chaque étape. Vous trouverez ci-dessous une brève explication sur chacune d'elles, ainsi qu'une sélection de ressources utiles pour les populations clés et leurs alliés qui cherchent à tirer le meilleur parti des opportunités offertes par le Fonds mondial.

1. Moments stratégiques du cycle de subventions du Fonds mondial

Le cycle de subventions du Fonds mondial se déroule en « périodes d'allocation » de trois ans. Les pays doivent présenter leur demande de financement dans un délai de trois ans, mais tous les pays ne sont pas obligés de le faire à la même date : afin d'éviter tout chevauchement, les dates limites d'envoi des demandes sont échelonnées dans le calendrier pour éviter une surcharge de traitement des demandes. (Voir [ici](#) les dates limites d'envoi des demandes de financement pour la période d'allocation 2020-2022.)

Le processus de demande de financement commence au niveau du pays (figure 1). En s'appuyant sur les priorités nationales du pays, telles que la stratégie nationale de lutte contre le sida et d'autres engagements, l'ICN organise un processus de dialogue national réunissant les parties prenantes pour qu'elles collaborent à la soumission d'une demande de financement auprès du Fonds mondial. (Remarque : si, par le passé, le dialogue national était un événement ponctuel visant à élaborer une *note conceptuelle* (ce que l'on appelle aujourd'hui une *proposition de financement*) on s'attend désormais à ce que les dialogues nationaux aient lieu régulièrement tout au long des trois années de mise en œuvre de la subvention.) Malgré cela, la période du processus de candidature représente la partie la plus intensive de ce cycle et le point d'entrée le plus stratégique pour les défenseurs des populations clés qui souhaitent voir leurs priorités incluses à la proposition.

Figure 1 : Le cycle de subventions du Fonds mondial, 2020-2022.



Source: <https://undphealthimplementation.org/functional-areas/human-rights-key-populations-and-gender/integrating-human-rights-key-populations-and-gender-in-the-grant-lifecycle/>

Il existe un nombre élevé de notes d'information technique, de guides de la société civile et de boîtes à outils qui ont été rédigés sur la façon de comprendre et de participer efficacement à l'ICN.

Pour les populations clés, l'une des ressources les plus utiles est un module de formation en huit parties sur le Fonds mondial, élaboré par le Community Leadership and Action Collaborative (CLAC) conçu et dirigé par MPact (avec accompagnement de l'animateur), qui vise à aider les hommes homosexuels et bisexuels, les travailleurs / travailleuses du sexe, les usagers/usagères de drogues et les personnes transgenres à comprendre tous les aspects du Fonds mondial et à comprendre ses procédures complexes pour obtenir un financement. La boîte à outils couvre les sujets suivants :

- Module 1 : Processus et structures du Fonds mondial
- Module 2 : Comprendre les principales politiques et orientations normatives en matière de droits de l'homme, d'orientation sexuelle et d'identité de genre (OSIG) et d'égalité des sexes.
- Module 3 : Vue d'ensemble des opportunités de financement et des procédures liées au cycle de financement 2020-2022 pour les populations clés.
- Module 4 : Conseils sur la manière de demander un financement pour les obstacles liés aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes, et d'intensifier les programmes pour les populations clés.
- Module 5 : Renforcement des systèmes communautaires et réponses communautaires
- Module 6 : Vue d'ensemble des outils de mise en œuvre de l'OMS sur les programmes complets de lutte contre le VIH pour les populations clés, y compris les outils MSMIT, SWIT, IDUIT et TRANSIT
- Module 7 : Vue d'ensemble des politiques du Fonds mondial en matière de durabilité, de transition et de cofinancement (STC), et les investissements catalytiques
- Module 8 : Contacts, ressources et opportunités d'assistance technique



Middle East & North African Global Fund Key Population Programs Meeting - Istanbul 2019

La Boîte à outils d'engagement communautaire du Fonds manuel (octobre 2020) – plateformes régionales du CDG

- Cette boîte à outils contient plus de 60 ressources orientées vers l'action, dans 14 langues différentes, qui aident à renforcer et à soutenir l'engagement communautaire dans les processus liés au Fonds mondial.
- Ces outils ont été mis au point par les six plateformes régionales de communication et de coordination, dans le cadre de l'initiative stratégique en matière de communautés, de droits et de genre (IS CDG) du Fonds mondial. Les outils sont destinés aux organisations de la société civile et aux groupes communautaires qui souhaitent s'engager de manière plus significative dans les processus liés au Fonds mondial à l'échelle nationale, par exemple les membres de la société civile des instances de coordination nationale (ICN). Certains de ces outils sont spécifiques à une région, mais beaucoup ont une dimension mondiale.

2. S'engager au sein d'une ICN

Même si les directives actuelles exigent qu'un siège soit réservé à un représentant des populations clés au sein de l'ICN, il ne suffit pas de faire acte de présence. C'est à la fois un art et une science de faire valoir efficacement vos priorités dans le forum décisionnel très spécifique qu'est l'ICN. En outre, chaque ICN a sa propre dynamique, avec des parties prenantes différentes qui peuvent ou non soutenir les populations clés. Utilisez ces différents guides et rapports pour vous préparer efficacement à vous engager auprès de l'ICN :

- Instance de coordination nationale (ICN) 101 pour les communautés et la société civile (APCASO)
- Plus qu'un acte de présence : une boîte à outils sur la façon de s'engager de manière significative en tant que représentants de la société civile auprès des ICN (ICASO) (2016)
- Les populations clés et le Fonds mondial : les ICN de dialogue national et le cycle d'allocation 2017-2019 (M-Coalition, ITPC Mena et MPact, 2019).
- Le projet d'ICN de la société civile (CS)-Plus d'EANNASO, qui vise à renforcer l'engagement de la société civile dans les ICN, a publié une fiche d'évaluation des résultats dans neuf pays.

Références supplémentaires et lectures complémentaires

- La stratégie 2017-2022 du Fonds mondial : investir pour mettre fin aux épidémies. Anglais. Français.
- La plateforme de formation en ligne iLearn du Fonds mondial comprend des formations en ligne sur le cycle de financement 2020-2022, notamment le module 6 : Processus de financement ; une orientation pour les ICN (y compris un module d'orientation pour les ICN portant spécifiquement sur les populations clés).



Middle East & North African Global Fund Key Population Programs Meeting - Istanbul 2019



Middle East & North African Global Fund Key Population Programs Meeting - Istanbul 2019

PARTIE 2 : Le soutien du Fonds mondial aux populations clés : trois instruments à connaître

Compte tenu du nombre important de politiques, de publications et de programmes du Fonds mondial, il peut être difficile de comprendre les engagements spécifiques du Fonds mondial envers les populations clés, la nature de ces engagements et la manière dont les défenseurs peuvent en tirer le meilleur parti.

Pour aider à démystifier cette question, nous présentons trois instruments principaux que vous devez comprendre dans vos efforts pour défendre les populations clés au Fonds mondial. Ces instruments sont les suivants :

1. la stratégie du Fonds mondial : période actuelle (2017-2022) et processus de planification prospective ;
2. l'initiative stratégique en matière de communautés, de droits et de genre (IS CDG) ;
3. les directives techniques du Fonds mondial sur les populations clés.

1. La stratégie du Fonds mondial : période 2017-2022 et processus de planification prospective

La stratégie quinquennale du Fonds mondial est la vision directrice de la manière dont l'organisation prévoit d'utiliser ses vastes ressources financières et humaines. C'est le document fondateur qui sous-tend l'ensemble de l'organisation. La stratégie actuelle est valable pour la période 2017-2022 et ne comporte que quatre grands objectifs stratégiques. Parmi ceux-ci, l'objectif stratégique n° 3 est « Promouvoir et protéger les droits de l'homme et l'égalité des sexes » (voir figure 5), faisant des populations clés une priorité absolue non seulement pour les défenseurs et alliés des populations clés, mais aussi pour toutes les parties prenantes du Fonds mondial. L'année 2021 est une année critique, car le Fonds mondial élabore sa nouvelle stratégie pour les cinq prochaines années : la participation des populations clés sera essentielle à la définition de ses objectifs futurs, ainsi qu'à la protection et à l'élargissement de l'accent mis sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

Figure 2 : Les quatre objectifs stratégiques de la stratégie 2017-2022 du Fonds mondial : investir pour mettre fin aux épidémies. Le quadrant vert met en évidence que les populations clés et les droits de l'homme sont une priorité sans équivoque pour toutes les parties prenantes du Fonds mondial.



La priorité accordée aux droits de l'homme (et, par extension, aux populations clés) dans la stratégie est essentielle, car chaque décision majeure prise par l'organisation doit servir à atteindre ces quatre objectifs stratégiques : tout, de la manière dont les fonds du Fonds mondial sont alloués aux types de programmes prioritaires, en passant par les types de résultats mesurés.

Par exemple, la façon dont le Fonds mondial détermine si la stratégie est réalisée (ou non) est l'utilisation **d'indicateurs clés de performance (KPI)**. Il s'agit de données mesurables qui peuvent être collectées tout au long de la mise en œuvre de la stratégie et consultées régulièrement pour évaluer si les progrès sont en bonne voie, créant ainsi des opportunités pour un suivi et une défense plus efficaces. Les KPI actuels liés aux populations clés (ci-dessous) montrent comment l'ensemble de l'institution s'efforce de mettre en œuvre et de mesurer les activités au service des populations clés :

Figure 3 : Source des indicateurs clés de performance (KPI) du Fonds mondial : module CLAC n° 1, par MPact

Indicateur clé de performance 5 Couverture des services pour les populations clés Vision stratégique Réduction du nombre de nouvelles infections chez les populations clés et vulnérables touchées de manière disproportionnée par les trois maladies Mesure Couverture des services complets de prévention chez les populations clés	Indicateur clé de performance 9 Droits de l'homme: a) Réduction des obstacles aux services liés aux droits de l'homme : Vision stratégique Les obstacles aux services liés aux droits de l'homme sont réduits, ce qui permet d'améliorer l'utilisation et l'adhésion aux programmes de traitement et de prévention. Mesure Nombre de pays prioritaires ayant mis en place des programmes complets visant à réduire les obstacles liés aux droits de l'homme dans les services en cours	c) Populations clés et droits de l'homme dans les pays en transition : Vision stratégique Les pays à revenu intermédiaire supérieur en transition prennent en charge des programmes ciblant les populations clés et les droits de l'homme Mesure Pourcentage du financement des programmes ciblant les populations clés et les obstacles aux droits de l'homme provenant de sources nationales (publiques et privées)
Indicateur clé de performance 8 Égalité des sexes et des âges Vision stratégique Réduction des disparités de genre et d'âge en matière de santé Mesure <u>Incidence du VIH chez les femmes âgées de 15 à 24 ans</u>	b) Populations clés et droits de l'homme dans les pays à revenu intermédiaire : Vision stratégique Intensification du programme pour les populations clés et droits de l'homme dans les pays à revenu intermédiaire Mesure <u>Pourcentage de l'allocation nationale investi dans des programmes ciblant les populations clés et les obstacles aux droits de l'homme dans les pays à revenu intermédiaire, pour :</u> i) les épidémies généralisées ii) les épidémies concentrées	Indicateur clé de performance 11 Investissements nationaux Vision stratégique Les investissements nationaux dans les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme continuent d'augmenter au cours de la période de renouvellement des ressources Mesure <u>Pourcentage d'engagements nationaux dans les programmes soutenus par le Fonds mondial réalisés sous forme de dépenses</u>

De même, les efforts déployés pour atteindre l'objectif stratégique relatif aux droits de l'homme ont mené à la mise à jour de politiques mettant l'accent sur la participation significative des populations clés :

Engagements du Fonds mondial pour soutenir les populations clés dans les processus du Fonds mondial

Il existe des politiques nouvelles et révisées mettant l'accent sur l'engagement des populations clés et vulnérables, que les pays doivent respecter dans leurs demandes de financement :

- élaborer de nouveaux critères d'admissibilité pour les ICN afin de s'assurer de la participation des populations clés ;
- mise au point d'une approche inclusive pour l'élaboration de projets au travers d'un dialogue national ;
- amélioration de la collecte de données pour toutes les populations clés ;
- offre d'un soutien du département Communautés, droits et genre pour une participation significative des populations clés ;
- assurance d'une révision interne de la note conceptuelle et surveillance étroite par le Comité technique d'examen ;
- financement de l'assistance technique sud-sud aux groupes communautaires afin d'accroître leur participation ;
- soutien aux réseaux de populations clés pour développer les capacités nationales et régionales.

2. L'initiative stratégique en matière de communautés, de droits et de genre (et plateformes régionales)

Lorsqu'il s'agit d'apporter une aide pratique sur le terrain, l'un des instruments les plus importants pour les défenseurs des populations clés est l'initiative stratégique en matière de communautés, de droits et de genre. Il s'agit d'un investissement de 15 millions de dollars américains visant à renforcer l'engagement de la société civile et des communautés les plus touchées par les trois maladies dans les processus du Fonds mondial.

Elle comporte 3 volets :

1. assistance technique (AT) à court terme : offre d'une assistance technique par des membres de la communauté pour s'assurer que les communautés s'engagent de manière significative dans les processus liés au Fonds mondial ;
2. renforcement des capacités à long terme : les réseaux développent des capacités pour s'assurer que les communautés :
 - (1) s'engagent de manière sûre et efficace ;
 - (2) plaident en faveur d'une augmentation des investissements et de programmes plus respectueux des droits et de l'égalité des sexes ;
 - (3) adaptent et utilisent des outils et des conseils de mise en œuvre fondés sur des preuves.
3. Les plateformes régionales renforcent les systèmes de communication et de coordination pour s'assurer que les communautés :
 - (1) utilisent des informations et une communication de qualité ;
 - (2) participent aux processus décisionnels ;
 - (3) accèdent à une assistance technique et à un soutien coordonnés et harmonisés.

Demande d'une assistance technique au CDG

Le Fonds mondial a approuvé la mise en œuvre de l'IS CDG de janvier 2021 à décembre 2023. Si votre organisation cherche de l'aide pour s'engager de manière significative dans les processus du Fonds mondial, vous pouvez remplir un formulaire de demande d'assistance technique CDG en suivant le lien fourni à la fin de cette [note d'orientation CDG-TA](#), qui décrit également les types de soutien qui sont disponibles ou non.

Plateformes régionales en matière de CDG

Il existe six [plateformes régionales CDG](#) hébergées par des organisations de la société civile dans le monde (voir ci-dessous). Les objectifs des plateformes régionales CDG sont les suivants :

1. Améliorer les connaissances de la communauté sur le Fonds mondial et ses processus, par le partage régulier et mutuel d'informations adaptées et ciblées à un public diversifié ;
2. Renforcer les capacités et la coordination des communautés à s'engager dans les subventions nationales et régionales du Fonds mondial et les processus associés ;
3. Améliorer l'accès des communautés à l'assistance technique par le partage d'informations, la mise en relation avec les fournisseurs appropriés, le soutien à l'élaboration des demandes et le renforcement des capacités et de la coordination des fournisseurs d'assistance technique.

Région	Hôte	Coordonnées	S'engager
Asie-Pacifique	APCASO	66/5, 33 Tower, Sukhumvit 33 Road, Klongtoey Nua, Wattana Bangkok 10110, Thailand Phone: +66 (0)2 044 8800 apcrg@apcaso.org	Site web
Afrique anglophone	EANNASO	Plot #1 Olorien, Kijenge Off Njiro Road, P.O Box 6187 Arusha, Tanzania Phone: +255739210598 eannaso@eannaso.org	Site web
Europe de l'Est et Asie centrale	EHRA	Verkių g. 34B, office 701 LT – 08221 Vilnius, Lithuania Phone: +370 62010630 eecaplatform@harmreductioneurasia.org	Site web
Afrique francophone	RAME	Sector 04 - Rue Sœur Delphine 04 BP 8038 Ouagadougou 04 - Burkina Faso Phone: + 226-25000000 contact@prf-fondsmondial.org	Site web
Amérique latine et Caraïbes	Via Libre Jr.	Paraguay 478-490 lima 1 Referencia: Plaza Bolognesi Lima, Peru Phone: (+511) 203-9900 vialibre@vialibre.org.pe	Site web
Moyen-Orient et Afrique du Nord	ITPC-MENA	158, boulevard Abdelkrim Khattabi Gueliz, Marrakech 40000, Morocco Phone: +212 524 423 355 info@itpcmena.org	Site web

Ressources supplémentaires :

- [Fondements de CDG : comprendre la question des CDG \(APCASO\)](#)
- [Outil d'évaluation des besoins en matière de CDG \(APCASO\)](#)
- [Initiative stratégique en matière de communautés, de droits et de genre 2017-2019 :évaluation indépendante \(juin 2020\)](#)
- [MISE À JOUR :l'initiative stratégique en matière de communautés, de droits et de genre : des communautés engagées, des subventions efficaces \(Fonds mondial\) \(juin 2020\)](#)
- Questions fréquentes sur le Programme d'assistance technique en matière de communautés, de droits et de genre téléchargez en [Français](#) | [English](#) | [Português](#) | [ايمبرع](#) | [Русский](#) | [Español](#)
- Formulaire de demande d'assistance technique en matière de communautés, de droits et de genre Téléchargez en [Español](#) | [Português](#) | [Français](#) | [Русский](#) | [English](#) | [ايمبرع](#)

3. Note d'information technique du Fonds mondial sur le VIH et les populations clés

Note d'information technique du Fonds mondial sur le VIH et les populations clés : Programmation à l'échelle avec les travailleurs/travailleuses du sexe, des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les usagers/usagères de drogues et dans d'autres milieux fermés (octobre 2019)

L'objectif de cette note d'information technique est très direct et pratique : détailler toutes les informations que les pays doivent inclure lorsqu'ils préparent des demandes de financement pour le VIH auprès du Fonds mondial, en particulier pour les programmes ciblant les populations clés.

Cette note est dense et exhaustive : elle passe en revue tous les principes (ne pas nuire, s'attaquer aux inégalités d'accès, respecter les normes du Fonds mondial en matière de droits de l'homme), les approches (échelle et durabilité, cascade de traitement du VIH, renforcement des systèmes communautaires, participation et leadership communautaires, accessibilité et caractère abordable, différenciation), ainsi que les normes de conception, de mise en œuvre et de suivi des programmes, normes qui sont requises pour soumettre au Fonds mondial une demande de financement de programmes destinés aux populations clés.

Cette note fait référence à (et fournit des liens vers) de nombreuses autres notes d'information technique du Fonds mondial (par exemple, sur les droits humains et l'égalité de genre ou sur le renforcement des systèmes communautaires) et des boîtes à outils mises au point par les partenaires (par exemple sur la sûreté et la sécurité dans les programmes VIH pour et avec les populations clés).

Si vous travaillez à la soumission, auprès du Fonds mondial, d'une demande de financement qui inclut des programmes destinés aux populations clés, suivez de près cette note d'information technique.

Partie 3 : Comprendre l'orientation normative pour les populations clés

L'un des conseils les plus pratiques pour tout défenseur est spécifiquement de comprendre quel type d'activités sur les populations clés le Fonds mondial peut soutenir. Dans la mesure du possible, il est stratégique d'aligner vos demandes de programmes pour les populations clés sur les engagements existants, les directives normatives ou les « paquets de services » pour les populations clés approuvés par le Fonds mondial. Nous présentons ci-dessous quelques-uns des principaux documents qui décrivent des interventions spécifiques et des outils de mise en œuvre de programmes que le Fonds mondial soutient.

a. Ensemble complet de services de l'OMS pour les populations clés

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est l'agence des Nations Unies chargée de coordonner les efforts internationaux en matière de santé publique. Dans le cadre de ce rôle, l'OMS publie régulièrement des orientations normatives officielles, appelées « normes d'excellence », qui décrivent les meilleures pratiques fondées sur des données scientifiques pour répondre aux principaux problèmes de santé publique, dont le VIH.

L'OMS a publié des lignes directrices unifiées pour les populations clés, que le Fonds mondial a approuvées. Il est utile de souligner que la note d'information technique du Fonds mondial sur les populations clés comprend le tableau ci-dessous, qui présente des ensembles complets de services, et les interventions associées, qui sont approuvés par l'Organisation mondiale de la santé.

Tableau 1 : Résumé de l'ensemble de services et des principales approches de prestation de services pour les populations clés (adapté des lignes directrices unifiées de l'OMS pour les populations clés et des outils de mise en œuvre pour les populations clés).

Ensemble complet	Interventions / populations clés	Travail- leurs / tra- vailleuses du sexe	HSH	TG	Usagers/ usagères de drogues	Détenus
Interventions dans le secteur des soins de santé	Prévention du VIH : • Promotion de l'utilisation de préservatifs et de lubrifiants • Prophylaxie pré-exposition (PrEP) • Prophylaxie post-exposition (PEP)	X	X	X	X	X
	Interventions destinées à réduire les risques (programmes d'échange d'aiguilles et de seringues, traitement de substitution aux opiacés et naloxone)				X**	
	Interventions destinées à modifier les comportements pour comprendre les risques et soutenir la réduction des risques	X	X	X	X	X
	Dépistage du VIH	X	X	X	X	X
	Traitement et soins liés au VIH, y compris le soutien à l'observance pour la rétention	X	X	X	X	X
	Prévention et gestion des infections opportunistes	X	X	X	X	X
	Interventions liées à la santé sexuelle et reproductive	X	X	X	X	X
	Autres services de soins de santé répondant aux besoins spécifiques des populations clés (tels que les soins adaptés aux personnes transgenres, les services adaptés aux adolescents pour les jeunes membres des populations clés, et les programmes de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie)	X	X	X	X	X
Outils fondamentaux	Législation et politique de soutien	Toutes les populations clés				
	Lutte contre la stigmatisation et la discrimination	Toutes les populations clés				
	Autonomisation de la communauté	Toutes les populations clés				
	S'attaquer à toutes les formes de violence	Toutes les populations clés				
	Les services de santé doivent être rendus disponibles, accessibles et acceptables pour les populations clés, conformément aux principes d'éthique médicale, de non-stigmatisation, de non-discrimination et de droit à la santé.	Toutes les populations clés				
Planification et mise en œuvre des programmes	Financement adéquat et planification de la durabilité du financement	Toutes les populations clés				
	Gestion et supervision robustes à tous les niveaux du programme	Toutes les populations clés				
	Approche communautaire de la planification et de la prestation des services, créant une « plateforme d'accès de confiance » pour les membres des populations clés	Toutes les populations clés				
	Approches de prestation de services adaptées : informations sur Internet, stratégies de marketing social, sensibilisation dans les lieux de pratique du travail du sexe, sensibilisation dans les lieux de consommation de drogues, selon les besoins	Toutes les populations clés, selon les besoins				
	Utilisation des données pour le suivi, la résolution des problèmes et l'amélioration à tous les niveaux du programme, y compris avec les groupes de suivi du programme des populations clés.	Toutes les populations clés				

Lignes directrices de l'OMS pour la mise en œuvre de programmes complets pour les populations clés

Alors que le tableau ci-dessus énumère des interventions spécifiques pour les populations clés, l'OMS a également travaillé à la publication d'informations sur la manière de mettre en œuvre concrètement des programmes complets de lutte contre le VIH pour les populations clés. Ces outils ont été élaborés par l'OMS en consultation avec des partenaires techniques, des réseaux de populations clés (MPact, NSWP, IRGT et INPUD) et des membres de communautés concernées. Ils ont pour but de traduire les lignes directrices unifiées de l'OMS pour les populations clés en conseils pratiques visant à soutenir une programmation de haute qualité pour les populations clés (voir les liens ci-dessous).

Un autre outil utile est une note d'information technique mise au point par MPact en novembre 2020, intitulée « Comprendre l'orientation normative actuelle pour la prévention et le traitement complets du VIH et des IST chez les populations clés ». Elle vise à démystifier l'orientation normative, à partager les outils de mise en œuvre actuels et à mettre l'accent sur les recommandations concernant l'utilisation de l'orientation normative pour concevoir et mettre en place des services efficaces et la promotion des droits en matière de VIH et d'IST. Cette note d'information technique liste également des exemples d'utilisations réussies de l'orientation normative par des communautés de populations clés de différentes régions.

- **Boîte à outils pour la mise en œuvre auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (MSMIT)**

Mettre en œuvre des programmes complets de lutte contre le VIH et les IST auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes : Approches pratiques pour des interventions collaboratives

Téléchargez la boîte à outils MSMIT en [anglais](#) | [français](#) | [portugais](#) | [espagnol](#) | [russe](#)

- **Boîte à outils pour la mise en œuvre auprès des personnes transgenres (TRANSIT)**

Mettre en œuvre des programmes complets en matière de lutte contre le VIH et les IST auprès des personnes transgenres

Approches pratiques pour des interventions collaboratives

Téléchargez la boîte à outils TRANSIT en [anglais](#) | [espagnol](#)

- **Outil de mise en œuvre auprès des travailleurs/euses du sexe (SWIT)**

Mettre en œuvre des programmes complets de VIH/IST auprès des travailleuses du sexe : approches pratiques pour des interventions collaboratives

Téléchargez l'outil SWIT en [anglais](#) | [français](#) | [russe](#) | [espagnol](#) | [turc](#)

- **Outil de mise en œuvre auprès des personnes usagères de drogues en injection (IDUIT)**

Mettre en œuvre des programmes complets de lutte contre le VIH et le VHC avec les personnes usagères de drogues en injection : conseils pratiques pour des interventions collaboratives

Téléchargez l'outil IDUIT en [anglais](#) | [français](#) | [russe](#)

Partie 4 : Études de cas du soutien du Fonds mondial aux populations clés

Vous trouverez ci-dessous une série d'exemples concrets de programmes en faveur des populations clés qui ont bénéficié du soutien du Fonds mondial. Inspirez-vous de ces approches et trouvez des idées pour élaborer vos propres propositions de programmes et d'initiatives visant à soutenir les populations clés de votre communauté.

a. Travailleurs / travailleuses du sexe : Society for Women Awareness Nepal (SWAN)

La clinique révolutionnaire de Society for Women Awareness Nepal (SWAN), dirigée par des travailleuses du sexe, est un excellent exemple de la façon dont de multiples donateurs, y compris le Fonds mondial, peuvent accomplir de grandes choses en collaborant avec une organisation dirigée par des travailleuses du sexe bien informée, engagée et soutenue par ses membres, en appliquant les principes du SWIT (l'outil de mise en œuvre auprès des travailleuses du sexe).

Cette organisation dirigée par des travailleurs du sexe, Society For Women Awareness Nepal (SWAN), de Katmandou, a réussi à mettre en œuvre (et à travailler avec) les six chapitres de l'outil de mise en œuvre auprès des travailleuses du sexe (SWIT), qui comprennent des recommandations pour renforcer l'autonomisation de la communauté, lutter contre la violence à l'égard des travailleurs et travailleuses du sexe, promouvoir et fournir des services dirigés par la communauté, l'utilisation de préservatifs et de lubrifiants et des services cliniques et de soutien. SWAN est l'une des premières organisations dirigées par des travailleurs du sexe à fournir un large soutien clinique aux travailleurs du sexe dans la région Asie-Pacifique en utilisant les principes du SWIT. La clinique propose des services tels que le dépistage et le traitement des IST, le dépistage du VIH et des conseils avant et après le diagnostic. La clinique de SWAN dispose de son propre laboratoire pour confirmer les tests de dépistage du VIH et des IST. Pour le traitement du VIH, les bénéficiaires de la clinique sont redirigés vers un hôpital public pour recevoir leurs médicaments. Pourtant, grâce aux conseils de SWAN et aux espaces sûrs pour le dépistage parmi les travailleurs du sexe, la clinique maintient une adhésion de 70 % au traitement du VIH. La clinique du SWAN est devenue une référence pour d'autres projets communautaires à Katmandou, dont Parichaya Samaj, l'un des partenaires de mise en œuvre de LINKAGES Nepal.

Le SWAN a mis en œuvre les modules SWIT soutenus par le Réseau Asie-Pacifique des travailleurSEs du sexe (APNSW). La formation SWIT réalisée en 2017 et le soutien technique fourni par l'APNSW pour renforcer la capacité organisationnelle du SWAN ont été financés par le Fonds Robert Carr au travers du Consortium des réseaux de travailleurSEs du sexe. Une partie du soutien technique apporté par l'APNSW au SWAN a été financée par le Fonds mondial. Le fonctionnement de la clinique de SWAN est soutenu par FHI-360, et les travailleurs de proximité du SWAN sont financés par le Women Fund Asia, par le biais d'un partenariat avec l'APNSW.

Cependant, il convient de reconnaître que ce type de collaboration n'est pas la norme et que, dans de nombreux cas, les organisations dirigées par des travailleurs et travailleuses du sexe ont du mal à accéder au financement de donateurs. En Équateur, malgré une défense et un lobbying intensifs, notamment auprès de l'ICN, des bénéficiaires principaux et du ministère de la Santé, la PLAPERTS (Plateforme latino-américaine des personnes qui exercent le travail du sexe) n'a pas pu obtenir de financement pour des projets dirigés par des travailleurs et travailleuses du sexe. Fin 2016, le bénéficiaire principal de la subvention du Fonds mondial a décidé arbitrairement de ne plus employer de pairs éducateurs en prévention du VIH ni de distribuer de préservatifs. Il a fait valoir que la prévalence du VIH parmi les travailleurs et travailleuses du sexe était trop faible. Cette décision a été contestée par la PLAPERTS, car le nombre de travailleurs et travailleuses du sexe en Équateur continue d'augmenter, ce qui nécessite des efforts continus en matière de prévention du VIH. La situation a continué à se détériorer jusqu'à ce qu'un nouveau bénéficiaire principal, le ministère de la Santé, soit identifié pour la subvention 2020-2022 du Fonds mondial.

Bien que ne bénéficiant pas d'un financement direct du Fonds mondial, la PLAPERTS a bénéficié d'un financement de base du Fonds Robert Carr au travers du Consortium des réseaux de travailleurSEs du sexe et d'un soutien technique du NSWP financé par le Fonds mondial. Le Fonds mondial a également

permis à la PLAPERTS d'organiser des réunions avec les principales parties prenantes, permettant à l'organisation de tisser une relation plus étroite avec les décideurs. Des progrès ont été réalisés pour s'assurer que les programmes destinés aux travailleurs et travailleuses du sexe sont mis en œuvre et que les bénéficiaires secondaires qui les mettent en œuvre rendent des comptes à la fois au bénéficiaire principal et à la communauté.

b. Personnes transgenres : Guyana Trans United (GTU)

Le travail de Guyana Trans United (GTU) démontre le double impact (a) d'un travail profond et important au sein des réseaux et des communautés dirigés par les populations clés à l'échelle nationale et (b) de l'exploitation des opportunités et du soutien des partenaires régionaux et mondiaux.

La mission de GTU est de donner aux Guyanais transgenres les moyens de défendre leurs droits humains et de participer en tant que citoyens et citoyennes à toutes les décisions qui peuvent affecter leur vie. GTU est membre de l'instance de coordination nationale du Fonds mondial en Guyane, mais avait besoin d'un soutien pour participer plus efficacement et avec plus d'assurance aux processus de l'instance de coordination nationale afin d'exprimer les priorités des personnes transgenres.

Conscient de la nécessité de soutenir les communautés des populations clés dans leurs efforts pour s'engager dans les ICN, l'initiative du Fonds mondial en matière de communautés, de droits et de genre a soutenu un réseau transgenre mondial, Global Action for Trans Equality (GATE), pour diriger un projet mondial visant à renforcer les réseaux de personnes transgenres basés sur les pairs et dirigés par la communauté. GATE a élaboré un guide de formation spécialement destiné aux leaders et défenseurs transgenres, ainsi qu'un nouvel outil spécialement conçu pour les défenseurs des transgenres : l'« Outil du Fonds mondial de suivi et de surveillance pour les communautés transgenres ».

GTU et GATE ont collaboré à l'organisation d'une réunion de deux jours qui a rassemblé 15 militants transgenres de Guyane pour engager un dialogue, une évaluation et une planification dans le contexte de la durabilité et de la transition au Fonds mondial. Ce travail a notamment consisté à plonger dans les expériences vécues par les personnes transgenres en Guyane, à aborder les défis et les opportunités que présente ce contexte et à élaborer un plan d'action pour des stratégies d'atténuation.

Au cours de la réunion, GTU a bénéficié d'un soutien pour élaborer une proposition d'assistance technique (AT) supplémentaire dans le cadre de l'initiative stratégique en matière de CDG (IS CDG).

Une fois la demande d'AT approuvée, ICASO a été désigné fournisseur d'assistance technique. Un consultant d'ICASO a ensuite accompagné les membres de GTU dans l'élaboration de leur *Charte des priorités : une feuille de route pour la transition et la durabilité*, qui peut servir à organiser et à centrer la défense en cours des défenseurs des transgenres à l'ICN de Guyane.

Les commentaires des participants ont fait état d'avantages à long terme : au-delà d'une confiance accrue dans l'engagement au sein de l'ICN du Fonds mondial, les membres de la communauté transgenre avaient davantage de contact entre eux (surmontant les anciennes divisions internes) et étaient plus efficaces et confiants dans les processus du Fonds mondial (y compris, en établissant un groupe WhatsApp actif pour partager des mises à jour, des informations et des commentaires). L'investissement dans les défenseurs des transgenres à l'échelle nationale en Guyane, ainsi que le soutien des partenaires régionaux et mondiaux axé sur les personnes transgenres et dirigé par les communautés, concrétisent l'engagement du Fonds mondial en faveur des droits de l'homme.

c. Hommes homosexuels et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes Lighthouse, Vietnam

En mars 2017, MPact Global Action, réseau mondial pour la santé et les droits des hommes homosexuels, et Lighthouse Social Enterprise, une organisation communautaire gay au Vietnam, ont organisé à Hanoï une consultation entre des activistes homosexuels et bisexuels et des responsables gouvernementaux de la politique en matière de santé. Cette consultation devait traiter du manque de programmes de lutte contre le VIH à destination des hommes gays, bisexuels et ayant des relations sexuelles avec des hommes et de plaider en faveur de l'intégration des recommandations et des bonnes pratiques de la boîte à outils MSMIT (Boîte à outils pour la mise en œuvre auprès des HSH) dans la note conceptuelle du Fonds mondial pour le Vietnam.

Lors de la consultation, les participants ont discuté des progrès, des défis et des opportunités liés aux programmes de lutte contre le VIH du Fonds mondial à destination des hommes gays, bisexuels et ayant des relations sexuelles avec des hommes. Ils ont utilisé la MSMIT pour organiser la discussion et développer les éléments d'un programme de prestation de services de lutte contre le VIH complet et de haute qualité. Ils ont aussi développé une stratégie de promotion claire qui mentionne un échéancier précis pour inclure dans la demande de financement du Fonds mondial une liste de recommandations liées au programme.

Après s'être engagés avec les responsables gouvernementaux en matière de santé et des partenaires internationaux, les activistes ont soumis les recommandations suivantes aux Instances de coordination nationale du Fonds mondial :

- créer un environnement propice permettant aux hommes gays, bisexuels et ayant des relations sexuelles avec des hommes de se sentir soutenus lorsqu'ils tentent d'accéder aux services de lutte contre le VIH et les IST ;
- faciliter l'autonomisation des communautés ;
- améliorer la qualité et augmenter la quantité/la disponibilité des préservatifs et des lubrifiants ;
- renforcer la prévention, le traitement clinique et les services de soutien en matière de VIH ;
- accroître l'utilisation des technologies de l'information pour toucher les hommes gays, bisexuels et ayant des relations sexuelles avec des hommes.

La recommandation primordiale pour les rédacteurs de la note conceptuelle du Vietnam pour le Fonds mondial était d'examiner la MSMIT par rapport à chaque activité proposée afin de s'assurer que les homosexuels, les bisexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes étaient inclus dans les programmes de lutte contre le VIH. Les recommandations ont fini par être officiellement incluses dans la soumission de la note conceptuelle du Fonds mondial pour le Vietnam. Par exemple, la recommandation de créer un environnement propice pour les hommes gays, bisexuels et ayant des relations sexuelles avec des hommes a été concrétisée quand le Fonds mondial a financé la réunion du réseau des organisations gays ainsi que les événements de la Journée mondiale de lutte contre le sida organisés par Lighthouse Social Enterprise en 2017 et 2018. Ces événements ont joué un rôle essentiel dans le renforcement de la communauté en permettant aux homosexuels travaillant dans le domaine du VIH et/ou affectés par le VIH de se réunir, de partager leurs meilleures pratiques, d'échafauder des réseaux et d'accomplir leur travail plus efficacement.

De même, la recommandation d'améliorer la qualité des préservatifs a été mise en pratique quand le Fonds mondial a fourni des préservatifs de meilleure qualité à la suite des consultations avec des hommes gays, bisexuels et ayant des relations sexuelles avec des hommes qui visaient à en savoir plus sur leurs besoins et leurs préférences en termes de préservatifs.

d. Consommateurs de drogues (INPUD)

En août 2017, deux réseaux dirigés par des populations clés ont organisé une consultation en marge de la semaine 2017 de la politique des drogues en Afrique du Sud, qui s'est tenue au Cap. Le Réseau international des usagers/usagères de drogues (INPUD), qui réunit des pairs représentant les usagers/usagères de drogues, et le Réseau sud-africain des usagers/usagères de drogues (SANPUD), qui est dirigé par des usagers/usagères de drogues en Afrique du Sud, ont réuni des militants et des défenseurs des consommateurs de drogues, des défenseurs des populations clés et des gestionnaires de programmes. Cette consultation a permis : (a) d'explorer le manque de services de lutte contre le VIH et de réduction des risques en Afrique du Sud, en particulier ceux qui sont centrés sur les personnes et fournis aux usagers/usagères de drogues, de manière adaptée à la communauté ; et (b) de tenter de remédier à ces lacunes en plaçant pour l'inclusion des recommandations et des meilleures pratiques décrites dans l'outil de mise en œuvre auprès des usagers/usagères de drogues (IDUIT) dans la prochaine présentation de la note conceptuelle de l'Afrique du Sud au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial).

Au cours de cette consultation, une formation a été organisée pour la communauté des usagers/usagères de drogues en Afrique du Sud afin : (a) d'accroître leur connaissance du Fonds mondial et de l'IDUIT ; et (b) de renforcer leur capacité à promouvoir l'IDUIT dans le cadre des processus d'octroi de subventions du Fonds mondial. Les participants ont discuté des progrès, des défis et des opportunités liés aux programmes du Fonds mondial axés sur le VIH pour les usagers/usagères de drogues en Afrique du Sud, en recourant à l'IDUIT pour définir les composantes de programmes complets et de haute qualité en matière de VIH et de réduction des risques pour les usagers/usagères de drogues. À l'issue de la consultation, un plan de défense clair et assorti d'un échéancier pour inclure des recommandations programmatiques lors de la prochaine demande de financement auprès du Fonds mondial a été élaboré et soumis au Fonds mondial par l'intermédiaire du représentant des populations clés au sein de l'instance de coordination nationale (ICN) sud-africaine, qui était également présent.

Les activistes et défenseurs des usagers/usagères de drogues ont soumis les recommandations suivantes à l'équipe de rédaction de la note conceptuelle :

- faciliter l'autonomisation des communautés, notamment en finançant des réseaux dirigés par des usagers/usagères de drogues et des initiatives communautaires, y compris la fourniture de services par les membres de la communauté et le renforcement des capacités en matière de fourniture de services et de défense des droits ;
- soutenir les efforts de la communauté en matière de réforme juridique, de droits de l'homme, de stigmatisation et de discrimination en finançant des formations sur la documentation des violations des droits de l'homme et sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination dans le cadre des soins de santé ;

- promouvoir le pilotage et l'intensification des services de réduction des risques, tels que le traitement des agonistes des opiacés, les programmes d'échange d'aiguilles et de seringues et la fourniture de naloxone ;
- renforcer la collecte de données sur les usagers/usagères de drogues, notamment en soutenant les estimations du nombre des usagers/usagères de drogues et en cartographiant les infrastructures de santé favorables et restrictives.

Certaines de ces recommandations ont été formellement incluses à la note conceptuelle 2017 de l'Afrique du Sud au Fonds mondial, notamment la recommandation de faciliter l'autonomisation des communautés en finançant des réseaux dirigés par des usagers/usagères de drogues. En conséquence, le SANPUD a fini par être inclus dans deux subventions du Fonds mondial : l'une dans laquelle le réseau a reçu un financement de base pour le développement de réseaux, et la seconde pour accroître le niveau de fourniture de services par les membres de la communauté. Plus largement, un financement accru a été alloué aux services de réduction des risques, où des projets pilotes ont été élargis dans toutes les régions d'Afrique du Sud.

À la fin de l'année 2019, le SANPUD était bien positionné au sein de la société civile sud-africaine et présentait une certaine solidité financière. Les usagers/usagères de drogues désormais aux décisions au travers d'une représentation directe ou indirecte au sein des organes de consultation des pouvoirs publics ou de la société civile et ont tissé et entretenu des liens solides avec les bénéficiaires principaux du Fonds mondial et les services et programmes de santé. En raison d'un soutien accru à la réduction des risques, à la défense des politiques en matière de drogues et à l'engagement des communautés, l'importance cruciale de la participation des usagers/usagères de drogues aux consultations nationales et locales est reconnue par le gouvernement sud-africain dans le cadre du Programme directeur national sur les drogues (2018-2022), qui mentionne également pour la première fois la réduction des risques.

e. Exemples de soutien du Fonds mondial aux populations clés

L'encadré ci-dessous est extrait de la Note d'information technique du Fonds mondial sur le VIH et les populations clés, et plus précisément de l'annexe 1, qui donne des exemples de programmes et d'approches destinés aux populations clés qui ont bénéficié du soutien du Fonds mondial.

Note d'information technique du Fonds mondial sur le VIH et les populations clés

Annexe 1 : Exemples d'approches et de programmes

Ces exemples sont tirés de l'évaluation de programmes destinés aux populations clés dans 65 pays chargés par le Fonds mondial d'évaluer la conception, la fourniture et le suivi d'ensembles de services de traitement du VIH au cours de la période d'allocation 2017/2019. Ils visent à montrer comment les programmes ont permis de relever certains défis dans la conception et la mise en œuvre d'interventions complètes.

A. Financement durable

Le contrat social désigne l'utilisation des ressources du gouvernement pour financer les organisations de la société civile afin de fournir les services de santé qui relèvent de la responsabilité des pouvoirs publics. Certains pays comme le Brésil, l'Inde ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée disposent dans leurs systèmes de santé de mécanismes de contrats avec les ONG, établis depuis longtemps. D'autres pays ont pris des mesures pour ouvrir de nouvelles perspectives de contrat social en lien avec le VIH, notamment l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Bélarus, la Chine, la Croatie, la Guyane, le Kazakhstan, la République kirghize et l'Ukraine. ONG financées par des régimes d'assurance : Love Yourself, une ONG de Manille, propose des services de prévention et de soins pour le traitement du VIH, des infections sexuellement transmissibles et de la tuberculose aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. Elle est accréditée par l'agence d'assurance maladie des Philippines et perçoit une allocation annuelle pour chaque personne vivant avec le VIH inscrite dans son registre dont elle se sert pour fournir une gamme de services de santé et de services sociaux. Love Yourself est partiellement financée par le Fonds mondial mais aimerait parvenir un financement complet par l'assurance santé à moyen terme.

B. Gouvernance et participation communautaire

Une stratégie de traitement de facteurs déterminants à Madagascar consiste à recourir à des comités provinciaux, de comté et/ou de circonscription pour orienter les programmes locaux destinés aux populations clés. Chaque région de Madagascar dispose d'un groupe de travail régional en charge d'améliorer la coordination au niveau local. Dans la ville de Mahajanga, le groupe de travail réunit le chef de la région, le directeur régional de la santé et d'autres agents de santé, ONG et représentants des populations clés pour discuter des questions relatives aux populations clés. Au Kenya, les groupes de travail techniques destinés aux populations clés au niveau du comté réunissent régulièrement les maîtres d'œuvre, les représentants de l'administration des comtés, les chefs locaux et les dirigeants communautaires. Ceci a simplifié la fourniture de service et a réduit les conséquences négatives pour les communautés ainsi que l'ingérence de l'application des lois lors des activités de proximité.

C. Préciser les niveaux de prestation de services

Le plan national de lutte contre le VIH auprès des travailleurs/travailleuses du sexe en Afrique du Sud (2016) compte trois niveaux de prestation de services : 1) activités de proximité en tant qu'éléments essentiels de la riposte ; 2) cliniques spécialisées dans des régions recensant une forte densité de travailleurs du sexe (plus de 3 000 par district) ; 3) des services mobiles dans les régions à faible densité [moins de 3000 travailleurs du sexe par district], fournis dans les centres épidémiques avec le soutien des équipes de proximité. La stratégie nationale de lutte contre le VIH et les maladies sexuellement transmissibles de Papouasie-Nouvelle-Guinée met en évidence des ensembles de services « essentiels » et « améliorés » destinés aux populations clés, précise quelles provinces recevront quel ensemble de services sur la base de la charge du VIH et souligne la manière dont la création de demande et le suivi communautaire seront intégrés dans les programmes de santé communautaires plus vastes dans les provinces dont la charge de morbidité est plus faible.

D. Services de santé mentale destinés aux populations clés

Dans les pays où les services de santé mentale destinés à la population générale ne sont pas adaptés, les programmes de traitement du VIH devraient viser les populations clés grâce à des actions rentables et fondées sur des données probantes. La dépression et l'anxiété sont prévalentes parmi les populations clés et des traitements efficaces permettraient d'améliorer les résultats concernant le VIH.^{40,41} La thérapie de groupe avec des personnes vivant avec le VIH dans le nord de l'Ouganda a permis d'améliorer les résultats tels que ceux de l'observance du traitement, ce qui, en fin de compte, contribue à la réduction de la stigmatisation à laquelle font face les personnes vivant avec le VIH. Lorsque les services de santé mentale fournis par des professionnels ne sont pas bien implantés, des prestataires communautaires formés peuvent les fournir. Au Kenya, la psychothérapie interpersonnelle est proposée aux femmes vivant avec le VIH, via 10 à 12 sessions hebdomadaires qui abordent les questions interpersonnelles de la dépression et aident les participantes à renforcer leurs compétences sociales et à obtenir un soutien social. Aucun critère de formation ou d'expérience n'est requis pour les personnes formées à la thérapie.⁴³

E. Modèles de services de dépistage soutenus et pilotés par les communautés

En République dominicaine, en Indonésie et au Pérou, des membres des populations clés formés accompagnent le personnel du gouvernement dans la fourniture de services de dépistage du VIH au sein des communautés ou des cliniques publiques afin de fournir des conseils avant et après le dépistage. Dans certains modèles, les ONG et les organisations communautaires sont financées pour la mise à disposition de personnel de proximité dans les cliniques privées ou publiques afin d'apporter des conseils et un soutien à l'observance (par exemple, Afrique du Sud, Guyane, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines et Thaïlande). Le programme Cliniques compétentes mis en œuvre par Anova en Afrique du Sud fournit des services de formation et d'encadrement aux cliniques publiques sur la fourniture de services destinés aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, particulièrement dans les régions rurales où la portée des ONG est plus faible. Dans le cadre de cette initiative, tout le personnel des cliniques

publiques est formé et encadré jusqu'à ce que l'établissement obtienne une certification « MSM Competent Clinic » (clinique compétente pour l'accueil des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes). Dans de nombreux pays (par exemple en Afrique du Sud, en Inde, en Indonésie, au Kenya et aux Philippines), des ONG pilotées par les populations clés, puissantes et riches en expérience, dirigent leurs propres cliniques en fournissant l'ensemble des services de traitement de VIH, d'infections sexuellement transmissibles et de tuberculose, de la prévention aux soins.

F. Gestion et sécurité des données

En Ukraine, Alliance for Public Health se sert d'un logiciel libre (SyrEx) pour enregistrer et suivre les informations sur les patients touchés et les services fournis dans le cadre de programmes communautaires. Il permet aux partenaires de mise en œuvre du projet d'enregistrer de manière unique les patients du projet grâce à un code d'identification unique convenu et de saisir les produits et services fournis, ainsi que d'autres résultats clés tels que des formations. En Afrique du Sud, où les personnes faisant l'objet d'un dépistage du VIH doivent signer des formulaires de consentement, les formulaires signés dans des établissements communautaires sont scellés sous enveloppe avant d'être repris au bureau. Ces formulaires ainsi que les autres données d'identification sont tenus sous clés, et leur accès est seulement autorisé au personnel de suivi et d'évaluation.

G. Utiliser des données à des fins d'amélioration des résultats

En Géorgie, une nouvelle base de données de la prévention permettra d'entrer les données en temps réel lorsque des membres de populations clés recourent aux services de prévention du VIH et se voient attribuer un code d'identification unique. La base de données de la prévention permettra de relier ces données avec les données médicales des bases de données nationales sur les antirétroviraux, l'hépatite C, la tuberculose et les infections sexuellement transmissibles pour les services fournis aux membres séropositifs des populations clés.

Source : Note d'information technique du Fonds mondial sur le VIH et les populations clés, 2019, pages 34 à 36

Lorsque les données médicales seront téléchargées dans la base de données de la prévention, elles seront automatiquement retirées de l'information d'identification du patient afin de préserver son anonymat. La nouvelle base de données rendra possible l'établissement de cascades de soins complètes destinées aux populations clés, y compris la suppression de la charge virale. Relier les données du code d'identification unique aux données médicales sur le VIH permettra aux personnes qui conçoivent les plans de voir si les membres séropositifs de populations clés ont accès aux services dont ils ont besoin.

En Afrique du Sud, le récipiendaire principal du Fonds mondial en matière de travailleurs du sexe, NACOSA, a conçu deux plateformes en ligne pour aider les organisations sous-réциpiendaires à gérer et à utiliser les données aux fins de la prise de décision. Les sous-réциpiendaires utilisent Orbit, un système de données basé sur le cloud, pour saisir les données des formulaires d'activités de proximité et les données sur le dépistage du

VIH, l'orientation et la participation aux réunions. Les sous-réceptaires sont formés par NACOSA à l'extraction de données de base pour leurs propres besoins en matière d'information et de formation. En outre, NACOSA organise des réunions trimestrielles pour les sous-réceptaires afin d'examiner les graphiques et les données tirés d'Orbit et de déterminer comment améliorer la programmation. NACOSA développe également ZENESIS, une plateforme analytique qui aidera les sous-réceptaires à analyser les données à des fins stratégiques et de prise de décision.

À propos de MPact

MPact Global Action for Gay Men's Health and Rights a été fondée en 2006 par un groupe d'activistes préoccupés par le fardeau disproportionné de la maladie du VIH que portent les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. MPact travaille à l'intersection de la santé sexuelle et des droits de l'homme et est lié à plus de 120 organisations communautaires dans 62 pays qui mènent des solutions innovantes aux défis auxquels font face les hommes gays et bisexuels à travers le monde.

Auteurs :

Krista Lauer

Contributeurs :

Nadia Rafif

Johnny Tohme

Andy Spieldenner

Gregory Tartaglione

Réseau mondial des projets sur le travail du sexe (NSWP)

Réseau international des usagers/usagères de drogues (INPUD)

Action globale pour l'égalité trans (GATE)

Conçu par :

Design Active Collective

Cette publication fait partie d'une série de huit articles du programme KERP (Key Population Empowerment Leadership) de MPact, financé par FHI360 et soutenu par le programme d'action positive de Viiv Healthcare. KERP fournit une assistance technique de haute qualité et opportune pour les organisations de populations clés au Nigeria, au Kenya, au Mozambique, au Zimbabwe, en Namibie, au Swaziland, en Côte d'Ivoire, au Malawi et en Tanzanie.

Pour de plus amples informations, contactez Johnny Tohme, Community Mobilization Manager à l'adresse jtohme@mpactglobal.org.

Copyright 2021 MPact. Tous droits réservés.